

LE JOUR, 1954
02 Mai 1954

NATIONALISME ET NECESSITES INTERNATIONALES

Nulle part plus qu'en Egypte n'éclate le contraste entre les nationalismes et les nécessités internationales de notre temps.

L'Egypte considère que le Canal de Suez qui est sur son territoire est à elle et qu'il doit relever de sa seule autorité.

Le Royaume-Unis et le Commonwealth britannique, puissance mondiale et empire dispersé, estiment que la route de Suez leur importe plus qu'à l'Egypte et que la nature des choses y autorise leur présence.

Et l'on voit qu'au fond, l'Inde et le Pakistan, tout comme l'Afrique du sud, l'Australie et la Nouvelle Zélande, sont favorables à la thèse britannique. Comment d'autres ne le seraient-ils pas ? En invoquant le droit naturel, ils peuvent faire valoir sur la route de Suez des droits du même ordre.

Est-il concevable, pensent toutes les nations, que l'Egypte puisse, à sa convenance, fermer la route de Suez ? Ou l'ouvrir à certains et l'interdire à d'autres ? Est-il concevable, sur un autre plan, que la zone de Suez qui est l'accès asiatique de l'Afrique, puisse rester sans défense suffisante en face des entreprises de l'Asie et du communisme ?

Le conflit anglo-égyptien est le conflit d'un nationalisme et d'exigences internationales impérieuses et, sur aucun point de la planète, le problème ne se pose avec autant d'acuité.

Sur la surface de la terre, il y a deux canaux faits de main d'homme et destinés à rendre plus courtes et plus rapides les communications intercontinentales : Suez et Panama. De Panama, les Etats-Unis, première puissance du monde sont maîtres. A Suez le Commonwealth britannique est le premier intéressé. Comment imaginer leur absence de telles zones, vitales pour eux ?

Ainsi se heurtent une conception étroite et une conception large, du droit de souveraineté des nations. Comme la raison veut qu'il y ait des servitudes naturelles, elle consent qu'il y ait des servitudes internationales.

De même qu'il y a un droit naturel individuel, il existe un droit naturel collectif, valable pour les nations.

Le Liban, au centre du Proche-Orient, est empoisonné par la querelle de Suez comme le Proche-Orient entier. On est bien obligé de constater que l'Egypte, à cause de sa querelle avec les Anglais, manque manifestement, depuis quelque temps, à sa mission arabe comme à sa mission proche-orientale et méditerranéenne.

Au point où en sont les choses, ne faudrait-il pas que, par delà les exigences inhumaines d'un nationalisme farouche, on songe un peu plus, au Caire, à tout cela ?